



# UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

**ÉCOLE DOCTORALE DE GÉOGRAPHIE DE PARIS (ED 434)**  
**Laboratoire de recherche CNRS UMR 8185 Espaces, Nature, Culture**  
**EA 3766 Gestion des Sociétés, des Territoires et des Risques**

**T H È S E**  
pour obtenir le grade de  
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

Discipline/ Spécialité : Géographie

Présentée et soutenue par :

**Camille RENAUDIN**

le : 18 mars 2011

**Le paysannat cotonnier africain dans la mondialisation :  
impacts sociaux, économiques et géographiques.**  
**Le cas de la région Est du Burkina Faso.**

**Sous la direction de :**

**Mme Sylvie BRUNEL**

Professeur, Université Paris Sorbonne - Paris IV

**Et de :**

**M. Jean-Marie MIOSSEC**

Professeur, Université Paul Valéry - Montpellier III

**JURY :**

**M. Bernard BACHELIER**

Directeur de la Fondation FARM

**M. Christian BOUQUET**

Professeur, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3

(rapporteur)

**M. Jean-Louis CHALÉARD**

Professeur, Université Panthéon Sorbonne - Paris I

**M. Amadou DIOP**

Professeur, Université de Cheick Anta Diop - Dakar

(rapporteur)

**M. Géraud MAGRIN**

Chercheur CIRAD - UMR Prodig / Cirad-Es

Cette recherche s'est engagée au milieu des années 2000, au moment où les filières cotonnières francophones ouest-africaines traversaient une crise d'une ampleur sans précédent. Déclenchée par la baisse des cours mondiaux du coton et aggravée, entre autres, par la dépréciation du dollar par rapport à l'euro en 2002, cette crise a révélé la fragilité de ces filières qui sont demeurées, depuis la colonisation, des exportateurs nets sur le marché mondial. Elle a également mis en lumière le poids de facteurs endogènes qui grèvent aujourd'hui la compétitivité des filières cotonnières. Celles-ci, confrontées au même contexte international, ont en effet démontré des capacités de résistance plus ou moins importantes aux chocs économiques. Ces facteurs tiennent des conditions agro-climatiques dans lesquelles se déroule l'activité cotonnière mais également des conditions socio-économiques et des processus démographiques en cours dans les zones de production. Ils sont également d'ordre politique et institutionnel et résultent des difficultés des filières cotonnières francophones à opérer, dans un contexte de libéralisation et de privatisation des secteurs cotonniers en Afrique, les réformes adéquates pour demeurer compétitives sur le marché mondial.

L'ensemble de ces facteurs pourrait menacer aujourd'hui la poursuite de la production cotonnière en Afrique de l'Ouest et du Centre et remettre en cause ce que de nombreux auteurs ont appelé « une *success story* ». Les effets de la crise sont en effet particulièrement graves parce qu'ils touchent les économies nationales d'Etats dont certains restent fortement dépendants des recettes des exportations de cette culture. Surtout, ils mettent en péril les trois millions de ménages ruraux qui sont engagés dans cette culture. Des ménages qui, particulièrement dans la zone soudano-sahélienne, n'ont historiquement que peu d'alternative de culture de rente.

Il est dès lors essentiel aujourd'hui, au regard de cette crise et à l'aune de l'ensemble des facteurs qui en ont été responsables, de s'interroger sur le devenir de cette culture dans ces régions du monde. Cette recherche va s'attacher plus particulièrement au Burkina Faso où, depuis l'accession à l'indépendance du pays en 1960, la progression de la production de coton-graine a été spectaculaire puisqu'elle est passée de 2 300 tonnes à 713 000 tonnes en 2005/2006. Cette performance en a fait cette année-là le premier producteur du continent africain. Certains des éléments qui l'ont conduit à cette place ont souvent permis à la filière burkinabé d'être érigée en « modèle » des filières africaines. D'abord parce que ce pays, malgré son enclavement, a été classé en 2001 par le CCIC « parmi les pays dont les coûts de production sont les plus bas du monde », reflétant en cela, selon les observateurs, une gestion rigoureuse de la filière (Schwartz, 2009). Ensuite parce que l'accompagnement institutionnel dont ont bénéficié les producteurs de coton tout au long de la construction de la filière ont permis leur structuration et l'émergence d'une Union Nationale capable d'investir les scènes internationales et les médias pour défendre ses producteurs. Enfin, parce que la filière est l'une des seules dans les pays cotonniers ouest-africains à avoir conduit un processus de privatisation et de libéralisation sans qu'il y ait de conflits majeurs entre les acteurs anciens et nouveaux du secteur cotonnier.

Ce « modèle » s'est pourtant effrité en même temps que la production cotonnière s'effondrait dans le milieu des années 2000 et que les sociétés cotonnières du pays accumulaient les

déficits financiers. Cette crise cotonnière a touché la filière de plein fouet, révélant ainsi de nombreuses fragilités qu'il convient de comprendre. Le Burkina Faso est en cela un laboratoire intéressant pour saisir les fondements d'une crise qui secoue actuellement tous les cotonniers africains francophones. En outre, pour ce pays qui « vit » du coton, il est essentiel d'en connaître les enjeux afin d'orienter les politiques cotonnières dans des stratégies durables de « sortie de crise ». Ceux-là seront explorés en s'interrogeant sur les bouleversements que pourraient induire cette crise pour le paysannat cotonnier.

En effet, au regard des principaux fondements de la crise cotonnière actuelle, la culture du coton pourrait devenir une activité de plus en plus « à risques » pour les paysans. Ces risques pour cette culture commerciale pluviale sont essentiellement de deux ordres : agricole et économique. Le premier relève des contraintes et des aléas naturels susceptibles tout au long de la campagne agricole d'affecter la récolte finale et donc le revenu des producteurs de coton. Le second tient essentiellement aux conditions de prix (du coton et des intrants) qui vont, elles, affecter directement les revenus des agriculteurs et ce, quel qu'ait été le déroulement de la campagne agricole.

Ce travail se base sur l'hypothèse que le paysannat se place aujourd'hui dans une situation de risques accrus, notamment économiques du fait de l'instabilité des prix (Nubukpo *et al.*, 2006) et climatiques, en raison de la plus grande variabilité des précipitations. Il émet également l'idée que les réformes effectuées au sein de la filière pourraient, dans ce contexte, fragiliser davantage les exploitations familiales. Dans ces conditions, le coton peut-il encore contribuer à réduire la vulnérabilité rurale du paysannat cotonnier ?

Pour répondre à cette question, la région de l'Est du Burkina Faso, qui tend aujourd'hui à devenir le nouveau front cotonnier du pays, est le terrain d'étude de cette thèse. Il s'agit dans cette zone de production, d'élargir ces risques à d'autres types de risques (alimentaire, sanitaire, éducatif) afin de comprendre en quoi le coton peut être un déterminant du bien-être des familles investies dans cette culture. L'approche du bien-être des producteurs se fait ici par la vulnérabilité afin d'intégrer sa dimension saisonnière, fondamentale en raison de ses liens étroits avec la production agricole et les conditions climatiques des campagnes soudano-sahéliennes. Ce travail s'interroge également sur les conséquences de la détérioration des conditions de prix des campagnes agricoles (du coton et des intrants), qui exacerbe, notamment, le risque d'endettement pour les paysans qui se procurent auprès de la société cotonnière, à crédit, les intrants nécessaires à la production. Ce risque, tout comme celui lié à la chute des revenus cotonniers, a dès lors une capacité de dommages considérable sur les conditions de vie des familles investies dans cette culture qu'il convient de mieux cerner afin de mesurer le danger de déstabilisation économique et sociale qu'encourent aujourd'hui les zones cotonnières.

Par ailleurs et parce que les producteurs ne sont pas égaux face à ces risques, il s'agit d'identifier l'ensemble des facteurs qui va moduler leurs manifestations. Pour cela il convient d'interroger la capacité, différenciée, des producteurs à se protéger des risques et de comprendre les stratégies qu'ils vont adopter dans un contexte défavorable. L'enjeu est important puisqu'en fonction de leurs aptitudes à se prémunir des risques, les producteurs

vont mettre en œuvre des stratégies qui peuvent être éventuellement, à plus ou moins long terme, sources de nouveaux risques et dès lors porter préjudices à leur bien-être.

Si ces risques renvoient à la capacité des agriculteurs à les surmonter, ils relèvent également de la capacité collective de les gérer. Alors que les arrangements institutionnels opérés tout au long de la construction de la filière cotonnière ont permis de sécuriser les producteurs de coton dans la conduite de leur activité, il semble aujourd'hui que la filière, déstabilisée par une libéralisation engagée dans les années 1990 et en prise à de graves difficultés financières, ne parvienne plus à répondre aux principales contraintes auxquels font face les paysans (Fok, 2010). Il est donc essentiel d'analyser les stratégies qui sont mises en œuvre à l'échelle de la filière. Là encore, l'enjeu est important puisque ces stratégies, qui relèvent pour beaucoup de la perception des décideurs de la filière des déterminants de la crise, pourraient ne pas être « sans risque » pour les paysans.

Enfin, ce travail questionne le devenir de la culture cotonnière. Pour cela, il s'agit de partir d'un principe simple de réalité : l'absence de solution de substitution crédible de culture qui procure aux agriculteurs les mêmes avantages que le coton. Pour des raisons qui relèvent du bon sens politique, il est donc indispensable de sauvegarder une filière dont dépendent près de 300 000 petites exploitations familiales. Comment dès lors inscrire aujourd'hui durablement cette activité dans cette région du monde ?

Cette recherche s'organise autour de trois parties et ses résultats s'appuient en grande partie sur le traitement d'enquêtes par questionnaire menées auprès de paysans dans la région Est du Burkina Faso et sur la réalisation d'entretiens semi-directifs auprès des acteurs de la filière. Ces analyses de terrains ont ensuite été confrontées aux stratégies de sortie de crise proposées par les sociétés cotonnières, l'Union des Producteurs de Coton Burkinabé, l'État et les différentes coopérations.

La première partie de cette thèse s'attache à montrer que les campagnes burkinabé sont porteuses de l'histoire d'une culture héritée de la période coloniale qui a ouvert des zones rurales enclavées sur le marché mondial. Cette histoire a façonné les territoires ruraux burkinabé et permet de mieux comprendre les fondements et les enjeux de la crise cotonnière actuelle. En effet, la « *success story* » de cette culture, aujourd'hui garante de la stabilité économique, sociale et politique du pays, est mise en péril par la crise que traverse la filière cotonnière burkinabé. Pour comprendre certains des fondements de cette crise, ce pays est resitué au sein du marché mondial du coton afin d'appréhender certains des facteurs responsables de la formation du prix du coton, dont le Burkina Faso, en tant qu'exportateur net, est entièrement tributaire. Il s'agit ainsi d'entrevoir que ce pays, en l'absence de valeur ajoutée locale, est dès lors démesurément dépendant d'un marché mondial où le jeu de la concurrence est d'autant plus rude pour ce pays, qu'il est faussé par des distorsions importantes. Dans les années 2000, les motifs d'inquiétude concernant la survie de la filière burkinabé sont d'autant plus nombreux que les effets délétères du contexte international ont mobilisé les moyens pour remettre à flot cette filière par ailleurs confrontée à des facteurs endogènes, et notamment la stagnation des rendements moyens du coton, qui engagent tout autant sa viabilité. Dans ce contexte, il est essentiel de montrer que la culture cotonnière est une culture de plus en plus « à risque » pour les paysans qui la cultivent. Dès lors une lecture

des risques agricoles et économiques qui touchent l'activité cotonnière est proposée afin de questionner aujourd'hui la vulnérabilité du paysannat cotonnier.

La deuxième partie s'intéresse à la région Est du Burkina Faso qui s'est ouverte récemment à la culture cotonnière industrielle du coton et où les conditions de culture sont moins favorables que dans le bassin cotonnier historique situé dans la partie occidentale du pays. Les effets de la crise ont été particulièrement brutaux dans cette zone de production et interrogent aujourd'hui la vocation de cette région à être le nouveau front cotonnier du pays. Cette partie s'attache en effet à montrer la vulnérabilité, prégnante, des ménages ruraux et se demande si, et comment, la culture cotonnière permet de réduire la vulnérabilité agricole et alimentaire des ménages cotonniers et contribue à augmenter leurs capacités à accéder aux services sociaux. Elle permet alors de comprendre l'attachement (et la dépendance) des paysans à cette culture malgré la détérioration des conditions de production. Il s'agit également de mettre en exergue l'augmentation de la vulnérabilité des producteurs de coton face, notamment, au risque d'endettement à la lumière de la campagne 2007/2008. Celle-ci s'est en effet caractérisée par une pluviométrie particulièrement erratique dans sa répartition spatio-temporelle, par la chute du prix d'achat du coton et par la hausse du coût des intrants. Dans ces conditions, la diminution des revenus et l'augmentation du risque de tomber « en impayés » étaient inéluctables pour les producteurs. Il est nécessaire alors d'appréhender les facteurs qui vont les exposer - plus ou moins - à ces risques et à leurs conséquences et d'étudier les stratégies qu'ils mettent en œuvre pour y faire face.

La troisième partie de cette thèse montre que la sauvegarde de la filière cotonnière, indispensable aujourd'hui sous peine de paupériser les trois millions de personnes dont les revenus dépendent de cette culture, relève aujourd'hui des politiques qui sont mises en œuvre au Burkina Faso. Elle explore pour cela les stratégies de « sortie de crise » menées par la filière cotonnière à l'échelle nationale pour tenter de restaurer la solvabilité des sociétés cotonnières, largement éprouvées par la crise et les réformes de privatisation et de libéralisation du secteur ; et celle mise en œuvre pour améliorer la compétitivité du coton burkinabé. Cette exploration permet de comprendre que certaines de ces mesures pourraient s'avérer « risquées » pour le paysannat et comportent le danger de marginaliser les exploitations les plus fragiles. Plus largement, elle interroge la manière dont les acteurs conçoivent aujourd'hui le devenir de cette culture et met en évidence les limites des politiques cotonnières conçues essentiellement à l'échelle nationale, au regard de la diversité des zones cotonnières au Burkina Faso. Enfin, dans la mesure où il est, à court et moyen terme, impensable que la fibre de coton soit transformée dans le pays ou dans la sous-région et irréaliste de croire à un ajustement de la parité euro/dollar par le biais d'une dévaluation du franc CFA, il s'agit de d'explorer les différentes possibilités de diversification de la filière cotonnière. En effet, pour se soustraire, en partie, de sa dépendance aux aléas du contexte international, il est indispensable que la filière engage une politique de diversification. Cette diversification doit être menée tant au niveau des exploitations que des sociétés cotonnières et s'appuyer sur les principes du « système coton » qui ont fait leur preuve et le succès de la culture cotonnière. Ce d'autant plus que les avantages qu'ils procurent aux producteurs (garantie des débouchés, accès aux crédits et aux intrants, etc.) sont aussi ceux qui font actuellement défaut pour engager un développement viable de l'agriculture dans le pays. Cette politique nécessaire de diversification dépendra toutefois de la volonté des acteurs de la filière

et de ses partenaires à s'engager dans cette voie mais également de leur capacité à instaurer les conditions propices à la mise en œuvre de cette politique à l'échelle nationale comme à l'échelle de la sous-région.